



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



OFFICE PARLEMENTAIRE D'EVALUATION
DES CHOIX SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Communiqué de presse

Paris, le 20 mars 2019

Publication du rapport de l'OPECST sur « Les scénarios technologiques permettant d'atteindre l'objectif d'un arrêt de la commercialisation des véhicules thermiques en 2040 »

L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques a adopté, le 14 mars 2019, un rapport intitulé **Les scénarios technologiques permettant d'atteindre l'objectif d'un arrêt de la commercialisation des véhicules thermiques en 2040**.

Ce rapport contient plus d'une trentaine de recommandations opérationnelles pour atteindre l'objectif du Plan climat, présenté par le Gouvernement en juillet 2017, visant à « mettre fin à la vente de voitures émettant des gaz à effet de serre d'ici à 2040 ».

Afin de définir les conditions et modalités du respect de cet objectif, les rapporteurs ont, d'une part, fait appel au CEA et à l'IFPEN pour l'élaboration de scénarios technologiques, d'autre part, rencontré près de 150 interlocuteurs directement impliqués dans ce sujet.

Selon les rapporteurs, la mutation du parc automobile est porteuse de grands enjeux industriels et de recherche, nécessite de mettre en œuvre des politiques publiques vigoureuses en matière fiscale ou dans le domaine des infrastructures, et de mobiliser des financements évalués à quelques dizaines de milliards d'euros par an au cours de la période.

Pour tout renseignement, contacter :

opecst-contact@assemblee-nationale.fr – Tél. 01 40 63 26 86
presse@senat.fr – Tél. 01 42 34 25 13

Voir le rapport et la synthèse sur le site de l'[Assemblée nationale](#) et celui du [Sénat](#).

Auteurs du rapport : [Huguette Tiegna](#), députée (Lot - La République en Marche) et [Stéphane Piednoir](#), sénateur (Maine-et-Loire - Les Républicains).

L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques a pour président [Gérard Longuet](#) (Meuse – Les Républicains) et premier vice-président [Cédric Villani](#) (Essonne – La République en Marche).

Ce rapport conclut l'étude du même intitulé, engagée sur saisine des commissions des Affaires économiques et du Développement durable de l'Assemblée nationale.